



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 22 avril 2015 — N° 79

Neuf heures quarante-cinq

Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon

QUÉBEC

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Sherbrooke sur le sujet suivant : *Souligner le 50^e anniversaire de la Ligue navale du Canada – Succursale de Sherbrooke et du Corps de cadets de la Marine royale du Canada Frontenac.*
- Le député de Berthier sur le sujet suivant : *Hommage à Sylvia Beaulieu, une bénévole remarquable.*
- Le député de Laval-des-Rapides sur le sujet suivant : *Un an d'implication dans le comté de Laval-des-Rapides.*
- Le député de Beauce-Nord sur le sujet suivant : *Souligner le 175^e anniversaire de la municipalité de Sainte-Marguerite.*
- La députée de Vaudreuil sur le sujet suivant : *Souligner le Jour de la Terre.*
- Le député de Rosemont sur le sujet suivant : *40^e anniversaire du RAPSIM.*
- Le député de Verdun sur le sujet suivant : *Souligner le 25^e anniversaire de l'organisme Amalgame Montréal.*
- Le député de Chambly sur le sujet suivant : *J'achète local. C'est génial!*
- La députée de Gatineau sur le sujet suivant : *Semaine nationale de sensibilisation aux victimes d'actes criminels.*
- Le député de Saint-Jérôme sur le sujet suivant : *Remise de la Médaille de l'Assemblée nationale à Mme Lorraine Bergeron, présidente fondatrice de l'Association des artistes en arts visuels de Saint-Jérôme, lors de la soirée gala soulignant le 25^e anniversaire de l'organisme.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
b) rapports de commissions
c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

1) Projet de loi n° 13*

Loi donnant suite au discours sur le budget du 4 juin 2014 et à certaines autres mesures fiscales

Présenté par le ministre des Finances le **4 décembre 2014**

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

2) Projet de loi n° 20

Loi édictant la Loi favorisant l'accès aux services de médecine de famille et de médecine spécialisée et modifiant diverses dispositions législatives en matière de procréation assistée

Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 28 novembre 2014

Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 26 mars 2015

Reprise du débat ajourné au nom du député de La Peltrie le **16 avril 2015**

3) Projet de loi n° 27

Loi sur l'optimisation des services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés

Présenté par la ministre de la Famille le 26 novembre 2014

Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le **10 février 2015**

- 4) **Projet de loi n° 37**
Loi confirmant l'assujettissement des projets de cimenterie et de terminal maritime sur le territoire de la Municipalité de Port-Daniel-Gascons au seul régime d'autorisation de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement
Présenté par le ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations le 19 février 2015
Reprise du débat ajourné le **21 avril 2015**
- 5) **Projet de loi n° 38**
Loi visant à permettre la réalisation d'infrastructures par la Caisse de dépôt et placement du Québec
Présenté par le ministre des Finances le **18 mars 2015**
- 6) **Projet de loi n° 42**
Loi regroupant la Commission de l'équité salariale, la Commission des normes du travail et la Commission de la santé et de la sécurité du travail et instituant le Tribunal administratif du travail
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le **15 avril 2015**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

- 7) **Projet de loi n° 32**
Loi modifiant la Loi concernant des mesures de compensation pour la réalisation de projets affectant un milieu humide ou hydrique afin d'en prolonger l'application
Présenté par le ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, le 25 février 2015
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 25 mars 2015
Principe adopté le 26 mars 2015
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement adopté le **15 avril 2015**

- 8) Projet de loi n° 33
Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires
Présenté par la ministre de la Justice le 17 février 2015
Principe adopté le 18 mars 2015
Rapport de la Commission des institutions adopté le **14 avril 2015**

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 9) Projet de loi n° 190
Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires âgés
Présenté par la députée de Gouin le 27 mai 2014
Reprise du débat ajourné le **5 juin 2014**
- 10) Projet de loi n° 192
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption en matière de protection des dénonciateurs
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **23 septembre 2014**
- 11) Projet de loi n° 193
Loi encadrant les transactions et le recyclage des métaux ferreux et non ferreux
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **21 octobre 2014**
- 12) Projet de loi n° 194
Loi favorisant l'inclusion de logements sociaux ou abordables pour les nouveaux projets de construction
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **2 octobre 2014**
- 13) Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur les compétences municipales afin de permettre aux municipalités régionales de comté d'exécuter certains travaux sans délai
Présenté par le député de Nicolet-Bécancour le **25 septembre 2014**
- 14) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **1^{er} octobre 2014**

- 15) Projet de loi n° 197
Loi visant à réduire les coûts d’approvisionnement en médicaments au Québec
Présenté par le député de Mercier le **17 février 2015**
- 16) Projet de loi n° 390
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l’environnement afin d’affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le **3 décembre 2014**
- 17) Projet de loi n° 392
Loi sur les véhicules automobiles à zéro émission de gaz à effet de serre
Présenté par la députée de Vachon le **15 avril 2015**
- 18) Projet de loi n° 393
Loi encadrant la nomination de certains titulaires d’emplois supérieurs et uniformisant certains aspects de la nomination des juges et décideurs administratifs
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **4 décembre 2014**
- 19) Projet de loi n° 394
Loi modifiant la Loi sur la police quant à la délivrance de constats d’infraction
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **12 février 2015**
- 20) Projet de loi n° 395
Loi sur l’observateur de l’intégrisme religieux
Présenté par la députée de Taschereau le **11 février 2015**
- 21) Projet de loi n° 396
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Granby le **19 février 2015**
- 22) Projet de loi n° 397
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Rousseau le **26 février 2015**
- 23) Projet de loi n° 398
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l’Assemblée nationale
Présenté par le député de Verchères le **18 mars 2015**

24) Projet de loi n° 399

Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social

Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **18 mars 2015**

25) Projet de loi n° 490

Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale quant à l'allocation de transition

Présenté par le député de Deux-Montagnes le **18 mars 2015**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

26) Projet de loi n° 204

Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel

Présenté par la députée de Saint-Hyacinthe le **13 novembre 2014**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

27) 25 mars 2015

Motion de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie :

QUE, conformément à l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, l'Assemblée nationale approuve l'Entente en matière de sécurité sociale entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la Roumanie, signée à Québec, le 19 novembre 2013.

Selon l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, cette motion ne peut être débattue avant le 4 avril 2015.

28) 14 avril 2015

Motion de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie :

QUE, conformément à l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, l'Assemblée nationale approuve la Convention n° 138 sur l'âge minimum à l'emploi de l'Organisation internationale du Travail.

Selon l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, cette motion ne peut être débattue avant le 24 avril 2015.

V. Crédits budgétaires

29) Crédits budgétaires pour l'année financière se terminant le 31 mars 2016 déposés par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le 26 mars 2015 et renvoyés pour étude aux commissions permanentes le **31 mars 2015**.

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

*Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission
peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée*

[COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE](#)

Enquête découlant de la motion présentée par la leader de l'opposition officielle et députée de Taschereau en vertu des articles 315 à 321 du Règlement.

[COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE](#)

Mandat réglementaire

- Étude des rapports annuels sur l'application de la Loi sur l'administration publique.
- Audition du Vérificateur général sur son rapport annuel de gestion.
- Audition sur le chapitre 3 du rapport du Vérificateur général du printemps 2014 portant sur l'acquisition de biens et de services.
- Audition portant sur la gestion administrative de la Régie des alcools, des courses et des jeux.
- Audition portant sur la gestion administrative du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.
- Audition portant sur la gestion administrative du ministère de la Santé et des Services sociaux.

**COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES
RESSOURCES NATURELLES**

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Commission de protection du territoire agricole du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

Mandat d'initiative

- Analyse du phénomène d'accaparement des terres agricoles.

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 204**, Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel (mandat confié le 13 novembre 2014).

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports de mise en œuvre de la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale.

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat conféré par une loi

- Audition des dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion administrative de la Société de développement des entreprises culturelles.

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 38**, Loi visant à permettre la réalisation d'infrastructures par la Caisse de dépôt et placement du Québec (mandat confié le 21 avril 2015).

Mandat d'initiative

- Le phénomène du recours aux paradis fiscaux.

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Consultation générale :

- Document intitulé *Orientations gouvernementales pour un gouvernement plus transparent, dans le respect du droit à la vie privée et la protection des renseignements personnels* (mandat confié le 25 mars 2015).

Consultations particulières :

- Projet de règlement relatif au Règlement sur le changement de nom et d'autres qualités de l'état civil pour les personnes transsexuelles ou transgenres (mandat confié le 14 avril 2015).

Mandat conféré par une loi

- Étude du Rapport sur la mise en œuvre du Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale.

Mandat réglementaire

- Audition du Directeur général des élections du Québec.

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Comité consultatif du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion des 18 Fonds de soutien à la réinsertion sociale des établissements de détention du Québec.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Commissaire à la lutte contre la corruption.

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports annuels 2013-2014 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Laurentides, Laval, Mauricie et Centre-du-Québec, Montérégie, Montréal, Outaouais, Saguenay-Lac-Saint-Jean, et du Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James et de la Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik (déféré le 7 octobre 2014).
- Étude du rapport annuel de gestion 2013-2014 du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James (déféré le 9 octobre 2014).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion des agences de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord, de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, du Saguenay-Lac-Saint-Jean et du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James.

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat conféré par une loi

- Étude du rapport de la Société de l'assurance automobile du Québec sur l'encadrement de la publicité automobile.
- Étude du rapport d'évaluation 2013 – Cinémomètres photographiques et systèmes photographiques de contrôle de circulation aux feux rouges.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Société de l'assurance automobile du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les questions déjà inscrites paraissent
au Feuilleton du mercredi*

53) **M. Caire (La Peltrie) – 17 mars 2015**

Au ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Selon le Vérificateur général du Québec, pour l'exercice clos le 30 avril 2014, l'Université du Québec à Montréal (UQAM) a contrevenu à la loi 100, Loi mettant en œuvre certaines dispositions du discours sur le budget du 30 mars 2010 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2013-2014 et la réduction de la dette.

L'UQAM a octroyé à 85 cadres des sommes forfaitaires de 352 767 \$ en sus du montant maximal des échelles de traitement prévu par la loi. Le ministère avait alors annoncé à l'UQAM qu'elle devait se conformer à la loi sous peine de s'exposer à une diminution de sa subvention.

Or, l'UQAM a toujours nié avoir contrevenu à la loi malgré l'avertissement du ministère. Est-ce que le ministre de l'Éducation a entrepris des démarches afin de reprendre les sommes versées en trop par l'UQAM?

58) M. Surprenant (Groulx) – **14 avril 2015**
Au ministre délégué aux Transports et à l'Implantation de la stratégie maritime

Le ministre délégué aux Transports et à l'Implantation de la stratégie maritime affirme que son gouvernement investira plus de 1,5 milliard de dollars d'ici 2020 dans le cadre de la stratégie maritime.

Or, la page B.160 du document « Plan économique du Québec » déposé par le ministre des Finances le 26 mars dernier nous indique plutôt que le budget 2015-2016 prévoit une enveloppe d'interventions de plus de 1,5 milliard de dollars pour la période 2015-2020.

Le ministre peut-il confirmer qu'il y a de grandes différences entre des investissements du gouvernement et une enveloppe d'interventions?

Peut-il nous détailler cette enveloppe d'interventions de 1,5 milliard de dollars en nous indiquant clairement :

- la part des investissements du gouvernement du Québec (en millions \$) en indiquant la forme (prêts, subventions, crédits d'impôt, etc.)
- la part des investissements privés (en millions \$)
- la part des investissements du gouvernement fédéral (en millions \$)
- la part de tout autre investissement.

59) M. Surprenant (Groulx) – **14 avril 2015**
Au ministre délégué aux Transports et à l'Implantation de la stratégie maritime

Le ministre délégué aux Transports et à l'Implantation de la stratégie maritime affirme avoir fait une vaste consultation d'acteurs du secteur maritime dans le cadre de la préparation de la stratégie maritime du gouvernement du Québec.

Il a indiqué à plusieurs reprises avoir reçu environ 80 mémoires dans le cadre de cette consultation. Or, aucune documentation n'est disponible.

Pourquoi le ministre a-t-il choisi de faire une consultation privée plutôt que de faire une consultation publique? Peut-il nous donner la liste des mémoires reçus et les rendre publics? Peut-il nous fournir la liste des groupes rencontrés avec les dates de ces rencontres et les coûts reliés, dans le cadre de sa stratégie maritime?

Une fois le dépôt de sa stratégie maritime prévue pour juin 2015, entend-t-il faire une consultation publique à l'Assemblée nationale?

60) Mme Lavallée (Repentigny) – **16 avril 2015**
À la ministre de la Famille

Selon un recensement effectué par un membre de mon personnel, l'automne dernier, nous avons dénombré 119 places vacantes se retrouvant dans les garderies privées non subventionnées de mon comté. Ces garderies peinent actuellement à combler leurs places vacantes et se retrouvent dans une situation financière précaire. Une de ces garderies de 42 places affiche d'ailleurs toujours 41 places vacantes.

Or, le 1^{er} avril dernier, nous apprenions par voie de communiqué la construction d'une nouvelle installation du centre de la petite enfance (CPE) Les petits doigts, à Repentigny. Cette deuxième installation comptera 32 nouvelles places à contribution réduite pour les familles de cette municipalité. Vous comprendrez que ces nouvelles places prévues en CPE auront un effet néfaste sur les garderies privées non subventionnées de mon comté puisque nous sommes actuellement en surplus de places.

Dans son rapport de vérification sur l'optimisation des ressources publié à l'automne 2011, le Vérificateur général émettait certaines recommandations dont la suivante :

- « Dans son processus d'attribution des places à contribution réduite :
- préciser et quantifier adéquatement les besoins et les priorités au regard du réseau des services de garde, les rendre publics et évaluer dans quelle mesure les places développées y répondent; [...]
- »

Le Vérificateur relate certaines lacunes dans le même rapport et mentionne : « Lorsqu'il a estimé ses besoins relativement aux places à contribution réduite, le ministère n'a pas évalué le nombre de places requises pour répondre à ses priorités et à celles des régions de même que leur localisation sur le territoire. Il aurait été nécessaire que le ministère effectue une meilleure évaluation et une meilleure répartition de ces places pour qu'il puisse optimiser par la suite l'appel des projets et d'attribution de places [...] Encore une fois, le nombre de places à attribuer pour répondre à ces priorités n'a généralement pas été quantifié ni localisé dans une municipalité précise. »

Nous déplorons le manque d'évaluation de places requises et disponibles pour chaque ville ou région du Québec. Il apparaît que le ministère continue d'opérer à vue, sans instruments, lorsqu'il attribue de nouvelles places. Nous espérons que

les impacts de telles décisions soient considérés et évalués avant l'annonce de nouvelles places en garderies.

Est-ce que l'annonce de 32 nouvelles places en CPE à Repentigny résulte d'une promesse faite par le précédent gouvernement, ou d'une décision rendue par l'actuel gouvernement?

Est-ce que la ministre est consciente que ces nouvelles places en CPE viendront faire compétition aux entrepreneur(e)s de ma région qui actuellement n'arrivent pas à combler leurs places?

Dans un contexte de rigueur budgétaire comment justifier la construction de nouvelles places en CPE dans des secteurs où les besoins pourraient être facilement comblés par des garderies privées non subventionnées? A-t-on vraiment les moyens d'agir ainsi en tenant compte des conclusions et recommandations du rapport du Vérificateur général?

- 61) Mme D'Amours (Mirabel) – **16 avril 2015**
Au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

Lors du mandat d'initiative concernant le phénomène de l'accaparement des terres, dans le cadre de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles, la majorité des intervenants nous ont communiqué un message clair. La main gauche ne parle pas à la main droite. Les données nécessaires, afin de dresser un portrait réel de la situation, sont disponibles dans un bon nombre d'organisations. L'interprétation de ces informations et la capacité d'avoir un portrait clair et complet sont ainsi largement hypothéquées. Dans un souci de transparence et d'efficacité afin d'obtenir rapidement un portrait réel de la situation sur la question de l'accaparement des terres agricoles au Québec, une meilleure collaboration entre les différents organismes (ex : registre foncier, CPTAQ, Financière agricole) est nécessaire et primordiale.

Comment et quand le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation va-t-il s'engager à donner une directive claire afin de rassembler toutes les informations actuellement disponibles au sein des différentes organisations? Le ministre peut-il expliquer comment il va assurer une meilleure compréhension du milieu agricole et faciliter l'accès à l'information? Comment va-t-il favoriser une plus grande collaboration entre les différentes plateformes du MAPAQ dans la transmission de l'information?

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

Projets de loi publics au nom des députés

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS